

Séance du mardi 10 mai 2022 à 20h30
Mairie – salle du Centre communal

PROCES-VERBAL

Présidence :	Mme Geneviève	CADEI-MILLOT	
Présent.e.s :	Mme Rosalynne	BOUVIER	
	M. Charles	BUFFLE	
	Mme Bettina	DECOSTERD	
	M. Yoann	DÜRMÜLLER	
	Mme Lorella	GLAUS-LEMBO	
	M. Stéphane	GRANGER	
	M. Bastien	GUEx	
	M. Olivier	JOSS	
	M. Marco	REALINI	
	M. Bruno	REINMANN	
	M. Olivier	RIGHETTI	
	M. Alain	ROSSET	
	M. Noun Jacques	SANOU	
	Mme Julie	UDRY	
	Mme Christine	VIZCAINO	
Assistent :	M. Joël	SCHMULOWITZ	Maire
	Mme Karen	GUINAND	Adjointe
	M. Andreas	BAUMGARTNER	Adjoint
Excusé.e.s :	Mme Mônica	MERKT	



Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal du 12 avril 2022
2. Communications du Bureau du Conseil municipal
3. Communications de la Mairie
4. Rapport du vérificateur des comptes
5. Approbation des comptes annuels 2021 dans leur intégralité et des crédits budgétaires supplémentaires 2021 (délibération)
6. Dissolution Groupement intercommunal du Centre sportif de la Vigne Blanche (délibération)
7. Propositions de la Mairie
8. Propositions individuelles et questions
9. Divers
10. Huis clos (naturalisations)



La Présidente ouvre la séance à 20h30 et salue l'assemblée et le public.

1. Approbation du procès-verbal du 12 avril 2022

M. GUEX aimerait préciser que ce sera bien la commune de Genthod, et non le Canton, qui transférera les parcelles à celle de Bellevue. Il ne demande pas modification du procès-verbal car ce point avait été expliqué d'une manière qui pouvait en effet prêter à confusion.

Il n'y a pas d'autre intervention.

Le procès-verbal du 12 avril 2022 est approuvé par 13 voix pour et 2 abstentions

2. Communications du Bureau du Conseil municipal

La Présidente donne lecture d'une communication.

Décision de l'ACG

La décision suivante, prise lors de l'Assemblée générale de l'Association des communes genevoises (ACG) du 6 avril 2022, est soumise au droit d'opposition des conseils municipaux :

- Octroi, par le Fonds intercommunal à la Ville de Genève, d'une subvention de fonctionnement de 6'200'000 francs au titre de la participation des communes au financement de l'accueil des personnes sans abri en 2022.

La Présidente rappelle que le délai d'opposition des conseils municipaux est fixé au 27 mai. Elle ouvre le débat sur ce point déjà évoqué lors de la dernière plénière.

M. ROSSET demande de rappeler aussi que le contexte, notamment les enjeux sur la forme et sur le fond, soient rappelés avant de se positionner. La Présidente rappelle qu'un point est inscrit à l'ordre du jour de la présente séance pour discuter du fond. Elle indique que certains conseils municipaux du canton se sont déjà opposés à cette décision.

La parole est à l'Exécutif.

Mme GUINAND rappelle que la nouvelle loi cantonale entrée en vigueur en novembre 2021 impose aux communes de prendre en charge le financement des frais déterminants des sans-abris. Ceci n'est pas contesté par les communes genevoises, qui avaient lancé au sein de l'ACG une réflexion sur une nouvelle répartition de ces frais qui historiquement était assumés par la ville de Genève. Avant le vote du 6 avril, deux montants d'un million avaient déjà été alloués par l'ACG à cette charge en attendant de trouver une formule satisfaisante pour un financement plus pérenne. Or, fin mars 2022, alors que certains abris fermaient selon le calendrier habituel, des conditions météorologiques peu clémentes ont causé une situation d'urgence. Devant l'urgence de la situation, l'assemblée générale de l'ACG a voté un financement de 6,2 millions pour la réouverture des abris, par le biais de ce que d'aucuns au sein de l'ACG considèrent comme un « forcing ». Certaines communes ne s'opposent pas sur le fond à ce financement, mais sur la forme avec laquelle il a été libéré. Pour information, le vote de ce montant n'était pas inscrit à l'ordre du jour de l'assemblée générale qui l'a validé, et les communes n'ont donc pu prendre connaissance du dossier à l'avance. Il faut noter que si ce montant était effectivement dépensé, la fortune nette du Fonds intercommunal (FI) passerait en négatif, ce qui prêterait le soutien du FI à d'autres projets dans les années à venir. A noter finalement que l'Exécutif gentousien s'est rangé du côté de la minorité et s'est opposé à cette subvention lors de l'assemblée générale. Il semblerait aussi qu'un certain nombre de conseils municipaux soient aujourd'hui prêts à changer leur fusil d'épaule en votant des résolutions d'opposition à la subvention votée par l'ACG.

La Présidente demande s'il y a des questions à ce stade, ce qui n'est pas le cas.

La Présidente demande combien de membres de l'ACG doivent s'opposer pour que cette subvention soit retirée. Elle demande également ce qui se passerait si cette subvention était retirée. Mme GUINAND répond que la ville de Genève devra puiser dans ses propres fonds. Pour que cette subvention soit retirée, un quorum devra être atteint en nombre de communes et de population.

M. ROCHAT souligne qu'un projet de résolution devrait être présenté ce soir. Après discussion sur la marche à suivre, il est rappelé que ce projet sera traité au point 8 de l'ordre du jour.

3. Communications de la Mairie

M. SCHMULOWITZ

- **Point de situation sur le Lacustre**

Lors de la commission Finance, Administration et Economie Publique du 1^{er} mars dernier, nous vous avons présenté la perspective d'activer le droit de retour, c'est-à-dire pour la Commune de se porter acquéreur du bâtiment à cause des manquements du propriétaire quant au respect des conditions du contrat de droit de superficie. Ce dernier nous avait indiqué être à bout touchant pour le transfert du droit de superficie vers un nouvel exploitant. Depuis, aucune information solide ne nous est parvenue permettant de corroborer les dires du propriétaire du bâtiment.

La patience des autorités communales est désormais épuisée. Il convient donc de prendre des mesures concrètes afin d'activer ce droit de retour. Cela ne peut se faire que par un vote de principe du Conseil municipal, qui devra valider dans un deuxième temps le montant de l'indemnité selon les dispositions en vigueur dans le contrat. Dans cette perspective, l'Exécutif souhaite se coordonner avec le Conseil municipal afin de connaître sa position pour la suite des opérations. Une commission Finance le 17 mai est nécessaire. Quant au vote du Conseil municipal, celui-ci peut se faire soit lors du Conseil municipal du 28 juin, soit à l'occasion du Conseil municipal d'installation du nouveau Bureau le 31 mai, ou encore lors d'un Conseil municipal extraordinaire en mai ou en juin convoqué à cette unique fin. Pour cette raison, l'Exécutif souhaite ouvrir une discussion au point 7 du présent ordre du jour afin d'organiser au mieux le calendrier de ces prochaines semaines.

- **Information RH**

Par une coïncidence malheureuse, deux collaborateurs du service voirie/parcs et jardins sont en arrêt en même temps pour raison de santé. La gestion de telles situations dans des petites équipes implique que nous avons actuellement recours à plus de mandats externes que prévu, ainsi qu'au soutien d'un travailleur temporaire. Cela implique également que des travaux moins urgents peuvent être reportés.

- **Emplois pour les jeunes durant l'été et pour les manifestations communales**

Quelques 34 postulations nous sont parvenues, et la Commune a pu proposer des missions à 20 jeunes, réparties du 30 mai au 16 septembre ainsi que pour l'Escalade le 10 décembre. Les jeunes ont été choisis en fonction des critères suivants : domiciliés à Genthod, dans l'ordre d'arrivée des postulations, des disponibilités allant de 2 à 4 semaines. Un permis de conduire et plusieurs postulations infructueuses les années précédentes pouvant également être un atout pour être choisi.

- **Appel d'offre régies**

Pour votre information, sept dossiers sur huit nous sont parvenus, leur analyse est en cours, l'Exécutif a l'intention de rendre sa décision dans le courant du mois de juin.

- **Stationnement à la gare de Genthod-Bellevue**

Les travaux menés par les CFF pour la rénovation du bâtiment de la gare ont un impact sur le stationnement, puisqu'un certain nombre de places 4h sont momentanément supprimées pendant la durée du chantier, soit jusqu'à fin juin.

4. Rapport du vérificateur des comptes

La Présidente demande si quelqu'un souhaite s'exprimer sur les comptes 2021, avant lecture du rapport de l'organe de révision.

M. BUFFLE aimerait tout d'abord transmettre les remerciements et félicitations du groupe PLR à M. MASSEREY, comptable de la Commune, pour son excellent travail dans la gestion des comptes 2021, et pour la qualité de sa présentation en plénière.

Il transmet ensuite la position du PLR sur ces comptes :

« Notre groupe se réjouit de la bonne santé des finances de la Commune. Malgré les incertitudes liées à l'impact du Covid sur la conjoncture économique en 2021, l'excédent de revenus de la Commune doit être accueilli avec enthousiasme. Nous sommes conscients que la péréquation cantonale nous amènera à devoir redistribuer une partie de ces deniers, mais l'état des comptes et de la fortune de la Commune démontre que nous avons des moyens qui peuvent nous permettre d'envisager le futur sereinement, et surtout d'envisager d'investir dans des projets ambitieux.

Parmi ces projets, le rural sera certainement un sujet de discussion lors de commissions futures. Mais le sort du Lacustre est un thème actuel – et visiblement encore plus maintenant. Selon nous, il représente une opportunité non seulement de développer un projet d'une nouvelle activité économique à Genthod, intéressante sur le plan fiscal et pouvant valoriser le portefeuille de biens immobiliers de la Commune. Ce d'autant que les travaux de la traversée de Bellevue, mais aussi et surtout le projet autour de Port Gitana, ainsi que l'implantation de Lombard Odier tout prochainement, peuvent créer un élan pour un concept économique qui, indépendamment des modalités et modes de financement de la remise à jour du site, peut permettre à la Commune d'entrevoir un projet rentable à terme, et intéressant fiscalement. Nous allons donc appeler la Mairie à enclencher un processus d'achat de ce bien immobilier dès que l'opportunité se présentera, mais il semble que ce ne soit pas la peine de le préciser puisqu'il est en cours. On ne peut donc que saluer l'initiative prise par la Mairie pour que ce dossier soit consigné rapidement au Conseil municipal pour discussion dans le but d'avancer au plus vite.

Nous approuverons les comptes 2021. »

M. REINMANN dit que le groupe V&G salue les bons chiffres et remercie les personnes qui ont œuvré à leur établissement. Le groupe est ravi que le taux des centimes additionnels reste stable à 25 centimes, et espère que la suite sera aussi radieuse. Il a personnellement apprécié que le réalisé soit proche du budget, avec finalement très peu d'écarts inattendus.

Mme UDRY indique que le Centre à Genthod tient à se joindre aux remerciements adressés au comptable communal, et à la Mairie pour la transparence de sa gestion. Le groupe constate que malgré la pandémie, on a continué d'obtenir des rentrées extraordinaires comme depuis quelques années. A l'instar du PLR, elle a personnellement quelques suggestions par rapport à l'utilisation de ces rentrées extraordinaires qui s'accumulent. Ceci notamment en lien à la création du Fonds pour le développement durable, qui pourrait recevoir une dotation initiale mais aussi être alimenté par un pourcentage à définir de ces rentrées extraordinaires. Un pourcentage pourrait être également être alloué à la rénovation des immeubles du patrimoine communal vers leur indépendance énergétique.

Au nom du GIG, M. GUEX remercie la Mairie, le personnel administratif et M. MASSEREY pour le travail effectué. Il annonce que le GIG acceptera les comptes 2021.

La Présidente cède la parole à M. GUEX.

M. GUEx procède à la lecture du Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels 2021 :

« Mesdames et Messieurs les Conseillers municipaux,

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit conformément au mandat qui nous a été confié des comptes annuels ci-joints de la commune de Genthod, comprenant le bilan, le compte de résultats, le compte des investissements, le tableau des flux de trésorerie et l'annexe pour l'exercice 2021 arrêté au 31 décembre 2021.

Responsabilité des magistrats communaux

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément à la loi sur l'administration des communes et à son règlement d'application, incombe aux magistrats communaux. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, les magistrats communaux sont responsables de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi sur l'administration des communes et à son règlement d'application, à la recommandation d'audit suisse 60 « Audit et rapport de l'auditeur de comptes communaux » ainsi qu'aux normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice 2021 arrêté au 31 décembre 2021 sont conformes à la loi sur l'administration des communes et à son règlement d'application ainsi qu'au référentiel comptable MCH2.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR), de connaissances techniques et d'indépendance conformément aux prescriptions légales en vigueur et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance. Dans le cadre de l'audit que nous avons mené conformément à l'article 71 al. 2 du règlement d'application de la loi sur l'administration des communes (RAC) et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions de l'Exécutif.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis. »

Société fiduciaire d'expertise et de révision SA (SFER)

Fait à Genève, le 7 avril 2022

5. Approbation des comptes annuels 2021 dans leur intégralité et des crédits budgétaires supplémentaires 2021 (délibération)

La Présidente distribue plusieurs exemplaires des comptes imprimés.

Tous les groupes s'étant exprimés au point précédent, la Présidente met aux voix la délibération suivante.

**Approbation des comptes annuels 2021 dans leur intégralité
et des crédits budgétaires supplémentaires 2021**

Vu que conformément à l'art. 30 alinéa 1 lettres d et f LAC, le Conseil municipal délibère sur les comptes annuels de la commune dans leur intégralité ainsi que sur les crédits budgétaires supplémentaires et les moyens de les couvrir ;

vu que l'art. 19 RAC précise que les comptes annuels se composent du bilan, du compte de résultats, du compte des investissements, du tableau des flux de trésorerie, et de l'annexe (dont le contenu est listé à l'art. 28 RAC) ;

vu que l'organe de révision recommande l'approbation des comptes 2021 dans son rapport qui a été transmis au Conseil municipal ;

vu le rapport de la commission Finance, Administration et Economie Publique du 26 avril 2022 élargie à l'ensemble du Conseil municipal et son vote unanime ;

vu les articles 30, al. 1, lettres d et f, et 107 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984, ainsi que l'article 20 du règlement d'application de la loi sur l'administration des communes du 26 avril 2017 ;

et sur proposition du Maire,

**le Conseil municipal
DÉCIDE
à la majorité simple
d'accepter**

par 15 oui

sur 15 conseillers municipaux présents à la séance

1. *D'approuver les comptes annuels de la commune pour l'exercice 2021, dans leur intégralité, annexés à la présente délibération.*
2. *D'approuver le compte de résultats 2021 pour un montant de CHF 11'110'517.74 aux charges et de CHF 14'786'171.20 aux revenus, l'excédent de revenus s'élevant à CHF 3'675'653.46.
Cet excédent de revenus total se décompose de la manière suivante : résultat opérationnel de CHF 4'028'595.46 et résultat extraordinaire de moins CHF 352'942.-.*
3. *D'approuver le compte des investissements 2021 pour un montant de CHF 3'272'636.16 aux dépenses, les investissements nets s'élevant à CHF 3'272'636.16.*
4. *D'approuver le bilan au 31 décembre 2021, totalisant à l'actif et au passif un montant de CHF 114'393'426.02.*
5. *D'accepter les crédits budgétaires supplémentaires 2021 pour un montant total de CHF 225'146.50 dont le détail figure à l'annexe 17 des comptes annuels joints à la présente délibération.*
6. *Ces crédits budgétaires supplémentaires sont couverts par les plus-values enregistrées aux revenus ainsi que par les économies réalisées sur d'autres rubriques de charges.*

6. Dissolution Groupement intercommunal du Centre sportif de la Vigne Blanche (délibération)

La Présidente indique qu'un historique de l'acquisition du centre sportif et de la participation communale a été transmis au Conseil municipal avant la séance. Elle invite l'Exécutif à se prononcer.

M. SCHMULOWITZ introduit la délibération en ces termes :

« Mesdames et Messieurs,

La présente délibération et l'annexe que nous y avons jointe permet à chacun de comprendre la nécessité de cette dissolution. A ces informations, je souhaite rajouter – en fait, répéter – les éléments que je vous avais présentés lors du Conseil municipal de décembre.

Rappeler le constat que ce centre sportif et de loisirs était de moins en moins fréquenté par les Gentousiens. Preuve en est, plus aucun jeune de Genthod ne fréquentait l'accueil libre organisé par les travailleurs sociaux hors murs (TSHM). Le développement de Bellevue aura également pour conséquence de renforcer la présence belleviste sur le site, ce qui ne contribuera pas à renforcer son intérêt à Genthod. L'opportunité que vous avez bien voulu accepter d'acheter l'ancienne poste afin d'y installer notamment un accueil libre par les TSHM comblera ce déficit de lieu d'accueil.

Enfin, la dissolution permettra à la Commune de supprimer la subvention de CHF 127'000.- versée au Groupement lors de l'élaboration du budget de fonctionnement 2023. Seront néanmoins maintenus le soutien à la patinoire (CHF 30'000.-) et les amortissements de CHF 52'400.- liés à l'investissement consenti par les communes en 2008. »

La Présidente demande si quelqu'un souhaite prendre la parole.

M. GRANGER annonce la position du PLR :

« Le PLR soutient cette initiative, compte tenu de la baisse de fréquentation des installations de la Vigne Blanche par nos communiens, également liée à l'installation à Genthod de la Fondation genevoise pour l'animation socioculturelle (FASe). Nous saluons légalement cette action en raison des coûts qu'engendrait le Groupement intercommunal de la Vigne Blanche, et notons l'investissement consenti sur la commune, qui retient toute notre préférence. »

Personne d'autre ne souhaitant s'exprimer, la Présidente met aux voix la délibération suivante.

Dissolution Groupement intercommunal du Centre sportif de la Vigne Blanche

Vu la création d'un Groupement intercommunal du Centre sportif de la Vigne Blanche en vue de construire et gérer un centre sportif ;

vu les statuts du Groupement intercommunal du Centre sportif de la Vigne Blanche entrés en vigueur le 18 janvier 2007 ;

vu les différentes discussions intervenues entre les membres du Conseil d'administration du Groupement de la Vigne Blanche ;

vu l'évolution du contexte dû notamment au développement de la commune de Bellevue, qui amènera de nombreux nouveaux usagers au centre sportif de la Vigne-Blanche ;

vu le souhait de la Commune de Genthod d'adapter les mesures définies avec les travailleurs sociaux en les recentrant sur son territoire, ce qui représenterait une meilleure proximité avec la population ciblée ;

vu l'information faite en commission Culture, Sports et Loisirs du 4 octobre 2021 ;

vu la demande écrite faite par la Commune de Genthod à la Commune de Bellevue en date du 8 octobre 2021 du souhait de dissoudre le Groupement intercommunal du Centre sportif de la Vigne Blanche ;

vu la discussion entre l'Exécutif de Genthod et le Conseil administratif de Bellevue pour la dissolution du Groupement intercommunal du Centre sportif de la Vigne Blanche lors d'une séance en date du 9 novembre 2021.

vu le préavis favorable du Conseil intercommunal du Centre sportif de la Vigne Blanche du 24 janvier 2022, à l'unanimité des voix des membres du Groupement, d'approuver sa dissolution ;

vu que les bâtiments du Groupement intercommunal du Centre sportif de la Vigne Blanche sont au bénéfice d'un DDP de la commune de Bellevue et que celui-ci s'éteindra au même moment que la dissolution du Groupement, impliquant l'inscription au bilan de la Commune de Bellevue de la valeur des bâtiments ;

vu l'article 25 des statuts du Groupement intercommunal du Centre sportif de la Vigne Blanche qui prévoit la possibilité de dissolution du Groupement ;

conformément aux art. 30, al. 1, let. u, et 60 de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984 ;

sur proposition du Maire ;

**le Conseil municipal
DÉCIDE
à la majorité qualifiée
(majorité qualifiée portant sur les droits réels : moitié des membres présents + 1)
d'accepter**

par 16 oui

sur 16 conseillers municipaux présents à la séance

1. *De dissoudre avec effet au 31 décembre 2022 le groupement intercommunal entre les communes de Bellevue et Genthod, sous le nom de « Groupement intercommunal du Centre sportif de la Vigne Blanche », ayant pour but de construire et gérer un centre sportif.*
2. *De charger les organes du Groupement intercommunal du Centre sportif de la Vigne Blanche de procéder à la liquidation de celui-ci.*
3. *De remettre l'actif net inscrit au bilan dans le patrimoine administratif après liquidation aux communes membres en proportion de leurs apports financiers, tel que prévu à l'article 27 des statuts du Groupement.*
4. *De subordonner cette délibération à l'acceptation d'une délibération similaire par la Commune de Bellevue.*

7. Propositions de la Mairie

Restaurant le Lacustre

Mme GUINAND demande à la présidente de la commission Finance, Administration et Economie Publique si elle veut bien convoquer la commission pour aborder cette question. Mme UDRY répond qu'en effet, comme discuté avec le secrétaire général, la commission Finance se saisira avec grand plaisir de ce sujet, comme cela avait déjà été annoncé. Elle souhaiterait néanmoins qu'à l'avenir on cesse de lui demander, lors de séances plénières du Conseil municipal comme ce soir, de convoquer la commission qu'elle préside. Elle rappelle qu'elle est joignable par téléphone. La commission se réunit régulièrement et travaille ses objets.

Elle a le sentiment qu'on lui reproche de ne pas remplir sa charge correctement – ou alors elle interprète mal les demandes. En tous les cas, elle ne voit pas la même posture avec les autres commissions.

La Présidente ne croit pas qu'il faille se prononcer sur un renvoi de ce point en commission.

M. SCHMULOWITZ pense qu'il faut se dépêcher de le traiter pour être cohérent avec la posture de l'Exécutif dans ce dossier. Mme UDRY confirme que ce point est inscrit à l'ordre du jour de la prochaine séance de commission Finance agendée le 17 mai, et qu'il n'est donc pas utile de le renvoyer en commission.

M. ROCHAT annonce que le Bureau a évoqué la possibilité de voter en plénière le principe du droit de retour prévu par le contrat de droit de superficie. Ce vote aurait lieu lors de la plénière du 31 mai, normalement dévolue exclusivement à l'installation du nouveau Bureau. M. GUEX rappelle que la séance de préparation de la plénière du 31 mai est agendée pour le 18 mai. Il faudrait que le Bureau puisse à cette date avoir eu connaissance des conclusions de la commission Finance. Cela paraît raisonnable à la Présidente. M. GUEX trouverait prématuré de fixer l'ordre du jour de la plénière du 31 mai avant de connaître le résultat des échanges de la séance de commission Finance du 17 mai. Ce point peut être traité à la séance plénière du mois de juin, où lors d'une séance extraordinaire.

La Présidente demande si ce dossier revêt un tel caractère d'urgence qu'il faille envisager de convoquer une séance extraordinaire. M. SCHMULOWITZ ne croit pas.

Au vu de la complication visible ce soir autour d'une simple résolution formulant une opposition à une décision de l'ACG, M. GUEX trouve ambitieux d'espérer un avis de tous les groupes politiques le 31 mai. Cela dépendra aussi des informations reçues le 17 mai. M. REINMANN souligne qu'il faudra en effet que le 17 mai la commission reçoive les éléments nécessaires à se forger une opinion sur que faire de ce restaurant, si la Commune veut le gérer, etc. M. ROCHAT rappelle une présentation faite le 1^{er} mars à la commission Finance sur la question du droit de retour du restaurant. Il rappelle que la délibération qui serait soumise au vote du Conseil municipal en plénière serait une délibération sur le principe de l'activation du droit au retour, sans parler du montant du rachat. Une expertise peut être mandatée pour évaluer une valeur dont on retire 20% pour obtenir le « montant effectif ». Un nouveau vote du Conseil municipal est requis pour valider le montant de rachat.

Mme GUINAND indique que la Commune avait souhaité effectuer une expertise, mais que le superficiaire n'a pas donné accès au bâtiment, ce qui paraît à l'Exécutif raison de plus pour activer le droit de retour. M. SCHMULOWITZ souligne que l'activation de la procédure du droit de recours donnera l'opportunité d'acquérir ce bâtiment à un prix très intéressant – moindre que le prix d'achat original fixé à 2,4 millions. La question de M. REINMANN sur les projets de la Commune pour ce restaurant sont légitimes. Elle n'a pas les compétences pour gérer un établissement de ce type, mais peut le mettre sous la gestion d'un vrai professionnel.

M. GUEX remercie l'Exécutif de solliciter l'avis du Conseil municipal, sachant qu'il aurait pu avancer sans. M. ROCHAT indique que l'avocat-conseil de la Commune a vivement recommandé à l'Exécutif de s'engager dans cette voie afin d'éviter tout conflit ultérieur. M. SCHMULOWITZ apprécie la gratitude de M. GUEX. M. GUEX insiste que l'Exécutif a tout de même le droit de décider seul sur ce point – et s'il est pressé, ce serait d'ailleurs une voie plus rapide. Il a l'intime conviction que l'Exécutif a pris sa décision et qu'il fait simplement preuve de sympathie et de transparence en la partageant avec le Conseil municipal. De ce point de vue, cette consultation lui paraît donc contradictoire. M. SCHMULOWITZ rappelle à M. GUEX que l'on est encore en démocratie. Mme GUINAND explique que c'est pour aller vite que l'Exécutif a interpellé la présidente de la commission Finance en « dernière minute ».

Mme BOUVIER souligne tout de même que le Conseil municipal évoque le dossier du Lacustre « depuis le début », et que chacune et chacun dans les groupes a certainement déjà pu se forger une opinion sur la perspective de son acquisition. Pour sa part, elle souhaiterait que l'Exécutif aille de l'avant avec la décision d'activer le droit de retour. Pour répondre à M. GUEX, elle ne comprend pas pourquoi on « mettrait les freins » à l'acquisition de ce restaurant gentousien.

M. RIGHETTI demande s'il y a un enjeu temporel dans ce dossier par rapport à la partie adverse. M. SCHMULOWITZ répond que l'Exécutif a signifié plusieurs délais au superficiaire pour la vente du restaurant, et celui-ci lui a fourni des éléments permettant de penser que la situation se précisait, mais sans qu'une vente aboutisse à ce jour. Il essaie de gagner du temps, et cela peut durer longtemps. Les acheteurs intéressés renoncent lorsqu'ils apprennent le terme du droit de superficie, fixé à 2045.

L'Exécutif prendra ensuite le temps de trouver un gérant. L'idée d'aller vite est de montrer à l'Exécutif que la Commune « ne se laisse pas faire ». En cela l'avocat de la Commune lui a été de bon conseil et lui permet d'accélérer dans sa réponse aux agissements du superficiaire. Et le Conseil municipal ne manquera pas de demander des points de situation à l'Exécutif. M. BAUMGARTNER ajoute que le superficiaire a déjà demandé trois prolongations de délai au motif qu'un acheteur s'intéresse au restaurant. Mais ces pistes ne se sont jamais confirmées.

M. REINMANN demande ce qui empêcherait le Conseil municipal de se prononcer ce soir sur le principe d'avancer dans ce dossier en validant l'activation du droit de retour. M. SCHMULOWITZ juge que cette solution serait satisfaisante en effet.

Mme DECOSTERD trouverait pertinent en effet de se prononcer sur le principe du droit de retour. Elle ne voit pas vraiment ce que pourra apporter la commission Finance, puisque l'on n'en est pas encore à la question du financement de cette acquisition.

La Présidente met au vote la proposition de M. REINMANN d'entrer en matière sur un vote de principe sur l'activation du droit de retour, qui est acceptée par 14 oui et 1 abstention.

La Présidente met ensuite au vote le principe de l'activation du droit de retour, par le biais de la radiation du droit distinct et permanent (DDP) au bénéfice de la société Carol SA.

**le Conseil municipal
DÉCIDE
à la majorité simple
d'accepter**

par 15 oui

sur 15 conseillers municipaux présents à la séance

l'activation du droit de retour par le biais de la radiation du DDP au bénéfice de la société Karoll SA.

8. Propositions individuelles et questions

Décision de l'ACG d'une subvention à la ville de Genève pour la mise à disposition d'abris

M. GUERX demande si quelqu'un souhaite faire une proposition de formulation d'opposition à la décision de l'ACG. Il souligne que ce n'est pas au bureau de formuler une proposition. Il rappelle que le bureau a été informé par l'Exécutif que d'autres communes traitaient des résolutions d'opposition à la décision de l'ACG. Mme GUINAND confirme que cette décision doit être celle du Conseil municipal.

Mme GLAUS-LEMBO indique que le PLR a été informé d'un texte de résolution qui « tourne » dans les communes et que M. REALINI a pu se procurer. Le PLR en a déjà débattu et y est favorable. Plusieurs versions existent, mais sur le fond elles expriment le même message. Cette décision est ressentie comme forçant la main des communes d'une manière cavalière.

M. REINMANN a le même sentiment sur la manière. Il craint en revanche la critique d'autres communes moins aisées que Genthod, aux yeux desquelles une opposition du Conseil municipal pourrait faire passer la Commune pour « pingre ». Il hésite. M. SCHMULOWITZ ne croit pas que c'est quelque chose que l'on pourrait reprocher à la Commune. Genthod n'a jamais dit non à un appel à financement au bénéfice des sans-abris. À chaque occasion où le Canton a besoin d'argent, la Commune est d'ailleurs défavorisée par le biais de la péréquation cantonale. Ce qui est reproché ici est le procédé, avec une demande surprise de 6,2 millions de l'ACG au Fonds intercommunal (FI), qui n'a pas cet argent.

Selon Mme UDRY, un transfert de charges du Canton aux communes appelle nécessairement une solidarité entre toutes les communes car la péréquation cantonale n'est pas suffisante. Ce financement est acté, il faut aujourd'hui l'assurer. Ce que les opposants à cette décision disent ce soir, c'est qu'il est acceptable d'avoir des sans-abris aujourd'hui à Genève. Elle trouve personnellement que c'est inacceptable. Elle s'offusque de cette manière de faire qui place la forme avant le fond.

Mme BOUVIER rejoint la position de Mme UDRY. Pour elle, il faut prendre de la hauteur. Personnellement, elle aurait vraiment honte que Genthod refuse de verser cet argent qui permettrait de faire face à une situation d'urgence. Au vu de ce qui se passe dans le reste du monde, elle trouve qu'il est temps de faire passer le cœur avant une certaine forme d'égoïsme, quitte à rappeler à l'ACG qu'il est nécessaire d'annoncer un sujet à l'avance lorsqu'il est inscrit à l'ordre du jour d'une assemblée générale.

M. JOSS demande de rappeler précisément l'impact de la décision de l'ACG sur le FI, et notamment quelle est la dotation annuelle du FI. Mme GUINAND annonce que la dotation légale du FI est de 23 millions. Les charges récurrentes sont d'environ 20 millions, et donc il reste un montant de 3 millions par an à distribuer. Le financement des frais liés aux sans-abri signifie que le FI ne pourrait plus financer de nouveaux projets durant deux ans. Un financement des travaux du Grand Théâtre a déjà été reporté à 2023.

M. SCHMULOWITZ ne croit pas que l'opposition à ce financement soit liée à la richesse des communes mais plutôt au procédé utilisé pour le libérer. Les sans-abris ne seront pas mis à la rue, ils ont toujours été accueillis. Il souligne tout de même l'erreur de la ville de Genève, qui a fermé ses abris malgré une météo dégradée. Selon lui, elle aurait dû prolonger l'ouverture des abris de quelques semaines. On ne peut pas imputer la fermeture de ces abris à un refus de ce financement. L'argent sera transmis finalement, mais pas de la manière actuelle. Il y a aujourd'hui une « petite crise d'énervement » vis-à-vis du comité de l'ACG. Il faut noter que certaines communes populaires se sont également opposées à cette démarche. Encore une fois, il s'agit d'une question de procédé et non de refus d'assistance aux personnes dans le besoin.

Mme BOUVIER propose précisément de passer par-dessus le procédé et de montrer que Genthod reste solidaire malgré le défaut dans la forme. M. SCHMULOWITZ répète que l'argent sera finalement transféré. Mais le FI doit être alimenté correctement et c'est ce que l'ACG doit voter aujourd'hui. M. BUFFLE comprend que le soutien aux sans-abris devient chaque année davantage politique et conflictuel. Il demande ce qui est prévu pour éviter que les sans-abris dorment dans la rue suite à une opposition de diverses communes au financement de leurs abris. M. SCHMULOWITZ souligne que la majorité des communes soutient toujours ce financement, mais que d'autres communes souhaitent simplement exprimer leur mécontentement.

M. BUFFLE dit que c'est une question sensible : personne n'a envie de voir des personnes dormir dans la rue à la fin du mois de mars. Mais aujourd'hui cette question n'est pas réglée par les institutions. Aujourd'hui, on est dans une situation où l'on doit se prononcer non sur le fond mais sur la forme du soutien aux sans-abris pour éviter qu'une des institutions concernées, à savoir la ville de Genève, vienne systématiquement taper à la porte du FI de l'ACG lorsqu'elle n'a pas été assez prévoyante. Si aujourd'hui les institutions doivent corriger le tir, qu'elles le fassent d'une autre manière que celle à laquelle on assiste aujourd'hui. Mme BOUVIER suppose que la ville de Genève le manque d'argent. M. BUFFLE affirme au contraire que l'argent est disponible : autant la Ville que de l'Etat disposent de fonds d'urgence. Au sein du PLR en tous cas, la discussion ne porte que sur la forme. Tout le monde a du cœur et est triste de cette situation. La réponse à cette problématique n'est pas à discuter aujourd'hui. Celle qui est à discuter c'est celle du soutien du Conseil municipal à l'Exécutif dans son adresse à la ville de Genève. Mmes UDRY et BOUVIER ne sont pas d'accord. Mme UDRY affirme que la fermeture du mois de mars a été obligatoire en raison du manque de financements. On ne peut distinguer le fond de la forme. Elle ne voit pas pourquoi l'ACG ne pourrait être partie prenante : la ville de Genève n'a pas à être seule face à cette problématique. Dès lors, il faut définir les modalités de la participation des communes. Mme GUINAND répète ce qu'elle a dit en introduction : des discussions sur ce sujet étaient en cours au sein de l'ACG, et une étude universitaire avait été commandée pour déterminer le coût du soutien aux sans-abris. Une urgence météorologique a créé une urgence politique qui a permis de passer une décision sans que les communes aient pu l'analyser en intégralité. Évidemment, on ne peut laisser personne dans la rue dans notre canton. Mais cette demande urgente au FI n'est pas la première, et reste inacceptable. Il faut savoir que parmi les conseils municipaux qui vont s'opposer à cette décision figurent certaines communes dont les magistrats avaient voté positivement la subvention.

Mme VIZCAINO demande s'il est possible de dissocier la forme et le fond de ce dossier : le dysfonctionnement de l'ACG à dénoncer dans une résolution, et un soutien urgent aux sans-abris. M. SCHMULOWITZ dit que le FI a besoin d'une demande détaillée pour libérer une somme de cette importance. Genthod votera ensuite ce montant sans problème. Mme VIZCAINO trouve l'amalgame malheureux. Mme GUINAND précise que les conseils municipaux ont la prérogative de se prononcer sur les décisions de l'ACG, non sur son fonctionnement.

M. RIGHETTI dit que cette question politique des sans-abris dure depuis des années, et comprend que la ville de Genève soit tendue par rapport à cette problématique. Il pense que l'ACG a une responsabilité dans ce domaine. Aujourd'hui, cette position concerne davantage le lien entre la ville de Genève et les communes que la problématique même des sans-abris. Il rappelle aussi que l'ACG a voté positivement ce financement. La Présidente rappelle que l'idée est d'éviter de créer un précédent.

Mme UDRY demande pourquoi cette décision ne peut être remise à l'ordre du jour de l'assemblée générale de l'ACG, et demande comment une solution peut être trouvée. Mme GUINAND répond que les discussions se poursuivent. Mme UDRY demande encore quelle est la solution qui se profile. Mme GUINAND répond que si l'ouverture des abris toute l'année se pérennise, une autre forme de péréquation, ou une remise à plat de la péréquation, sera nécessaire. Mme UDRY en déduit que par cette résolution on s'opposerait donc à la dépense de 2022 et que la discussion devra reprendre pour 2023.

M. REINMANN comprend que les magistrats siégeant à l'ACG ont été mis devant une urgence et devant une demande qu'il était difficile de refuser. M. RIGHETTI pense au contraire que ces personnes qui sont dans le milieu politique depuis des années comprennent parfaitement l'enjeu de ce vote. Il y a une responsabilité réelle, et il voit une absence de volonté de trouver une réelle solution à la question des sans-abris.

M. REALINI rappelle que le FI a des buts – et un budget idoine. Voter un budget ou des comptes négatifs va à l'encontre de tout ce que l'on fait au Conseil municipal. Engager une dépense publique sans avoir l'argent le dérange. Il ne faut pas oublier que le FI finance un grand nombre de projets à vocation sociale, et que ce financement de 6,2 millions alloué aux sans-abris est une ressource qui irait autrement dans ces projets. Il projette que la péréquation cantonale sera redéfinie, avec des coûts supérieurs pour les communes. Il trouve en tout état de cause que « signer un chèque en blanc » sans savoir où trouver l'argent n'est pas un bon signal technique ou politique pour la gestion des finances publiques. Mme GUINAND trouve que c'est un très bon résumé.

Répondant à Mme UDRY, Mme GUINAND explique qu'un vote négatif de l'assemblée générale de l'ACG aurait poussé les magistrats à réfléchir à une autre solution. En faisant passer ce vote, le président de l'ACG a finalement gagné du temps. Elle doute que ce soit la meilleure optique pour trouver une solution pérenne entre les communes.

Mme BOUVIER dit être tout de même surprise de la vision du PLR, qui représente la population la plus riche.

La Présidente propose de mettre au vote la résolution évoquée.

**le Conseil municipal
DÉCIDE
d'accepter**

par 8 voix pour, 5 voix contre et 2 abstentions

sur 15 conseillers municipaux présents à la séance

la résolution signifiant l'opposition du Conseil municipal à la décision de l'assemblée générale de l'ACG du 6 avril 2022.

9. Divers

Groupement intercommunal de la Vigne Blanche

M. GUEX remercie l'Exécutif d'avoir établi l'historique du GIVB, qu'il avait demandé lors d'une précédente séance.

Passage du bus 52 sur le chemin des Limites

Mme GLAUS-LEMBO signale que le bus 52 stoppe parfois plusieurs minutes sur le trottoir du chemin des Limites afin de permettre le croisement avec le bus arrivant en face, gardant en otage les voyageurs et forçant les piétons à cheminer sur le chemin.

SÉANCE LEVÉE À 22H05.

Le Secrétaire du Bureau
Bastien GUEX



La Secrétaire
Ariane HENTSCH CISNEROS



La Présidente
Geneviève CADEI-MILLOT

